

Monsieur Charles Andler  
Professeur à la Sorbonne

Paris

Cher Monsieur,

Permettez-moi de vous rapeller à la mémoire la bienveillante critique que vous avez écrite de mon livre " Die Seele und die Formen" ou vous avez exprimé aussi le souhait de me voir écrire un pareil livre sur le roman.

Ci-joint je vous envoie non pas un livre, un travail terminé sur le sujet, mais la première partie d'une oeuvre plus compréhensive. Je vous prie cher Monsieur de la recevoir avec la même bienveillance comme vous avez reçu mon livre.

En même temps je me permets de vous prier de venir à notre aide à sauver nos malheureux camarades tombés entre les mains de la Terreur Blanche en Hongrie, qui sont menacés - tout des hommes de premier ordre - de succomber à un meurtre judiciaire.

L'état actuel de la Hongrie est caractérisé par des faits suivants:

Le Gouvernement des Conseils fut déclaré illégal par le régime actuel malgré qu'il a obtenu le pouvoir sans le moindre écoulement de sang et qu'il a exercé seul le pouvoir sur tout le territoire inoccupé de la Hongrie. Par conséquent les mesures prises par le dit Gouvernement ont exécutées par ses organes, en partie sur la bureaucratie officielle de l'ancien régime, ont été qualifiées pour crimes

vulgaires. Il en résulte que la socialisation / la prise en possession par l'État/ de la grande industrie est considérée par le régime actuel comme "vol" la détention comme "violation de la liberté personnelle", la peine capitale issu d'un jugement régulier comme "meurtre".

Après la chute du Gouvernement des Conseils et l'avènement du régime de la Terreur Blanche la loi militaire fut déclarée avec un effet rétroactif, ce qui est sans précédent dans l'histoire de la procédure. Tous les prétendus délits commis sous le régime des Conseils sont jugés maintenant par des tribunaux exceptionnels selon la loi militaire. Les limitations de la punitions prévues par le loi sont levées: le tribunal contre-révolutionnaire est libre de prescrire la peine telle qu'il voudra. Par exemple, le délit de "l'excitation à la guerre des classes" est puni par la peine de cachot jusqu'à dix ans de durée. Pour la même action exécutée à l'ordre d'une autorité supérieure les ouvriers et les révolutionnaires sont condamnés à des peines les plus lourdes, par contre, les fonctionnaires de l'État de l'ancien régime et du régime actuel ne sont même pas soumis à une enquête judiciaire.

Voici deux exemples des meurtres judiciaires commis sans nombre par le régime actuel.

Otto Korvin a été condamné à être pendu. La motivation du jugement est la suivante / citée du Pester Lloyd, le No 21 décembre, 1919/: "Otto Korvin-Klein, âgé de 25 ans, fonctionnaire de banque, est coupable comme instigateur de trois meurtres parce qu'il est paru comme fonctionnaire de la République des Conseils devant le tribunal qui devait juger la cause des contre-révolutionnaires associés dans le but de détruire le régime illégitime des communistes et par sa présence il a influencé le jugement; puis par sa

à mort des troupes de main de force armées

-3-

conversation avec Alexandre Krammer en présence des condamnés concernant les modalités de l'exécution, par conséquent par son intervention et par son attitude il a fortifié les meurtriers dans leur crime prémédité."

Otto Korvin, un idéaliste, d'un caractère absolument désintéressé a été exécuté par suite d'un tel jugement.

Dr Eugène László a été condamné à être pendu et a été exécuté. Voici l'exposé des motifs" : " Dr Eugène László, âgé de 41 ans, avocat, est coupable comme instigateur de trois meurtres parce qu'il était présent quand François Rákos le présider la séance du tribunal révolutionnaire, qui a reçu l'instruction de condamner à mort le contre-révolutionnaire J. Stenzel et ses compagnons et parce qu'il /László/ a approuvé des intentions par un signé de tête."

C'est ainsi que ce tribunal contre-révolutionnaire procède dans tous les cas. Et si quelquefois il tenderait à accorder la grâce à un condamné obtiennent par violence le refus de grâce et l'exécution de la peine.

C'est devant ce tribunal que seront jugés les membres du gouvernement rouge. Ce sont les suivants:

Dr Pierre Agoston, professeur à l'Université de Budapest ancien secrétaire d'État au Ministre des Affaires Étrangères; François Bajáki, employé de syndicat; Joseph Haubrich, employé de syndicat; Henri Kalmár, Rédacteur; Joseph Kelen, Ingénieur, électrotechnicien très connu; George Nyisztor employé de syndicat; Docteur Alexandre Szabados, avocat; Charles Vantus meunier.

Ces dix membres du Conseil ~~gouvernemental~~ sont accusés de 200 meurtres, cas pendant la durée de quatre mois et demi de la République des Conseils Hongrois selon l'évaluation officielle des contre-révolutionnaires, en tout 200 personnes ont trouvé une mort violente, d'une part jugées par les tribunaux selon les règles du droit alors en valeur, d'autre part succombées en pleine bataille avec l'arme en main, comme contre-révolutionnaires. Considéré la pratique dont les tribunaux contre-révolutionnaires ont jusqu'ici fait témoignage on ne peut douter qu'ils seront condamnés à mort, quoique personnellement ils sont tous complètement hors du soupçon même des actions malhonnêtes.

président du tribunal révolutionnaire a chargé J. Cserny,  
le chef des troupes terroristes de

Desider Bokanyi directeur de la  
caisse de secours ouvrière;  
Antonin Dóvcsák, employé de syndicat;

mais

¶ Ils sont aussi menacés d'une condamnation à mort.

-4-

Dans le même procès seront encore jugé les camarades  
suivants:

J. Biermann, I. Bogar, Dr E. Czobel ancien ambassadeur  
à Vienne, Dr O. Faber professeur de lycée, A. Hevesi, E. Horovitz,  
chef du bureau des secours de guerre, Fr. Jancsik, Dr E. Landler,  
K. Mausz, J. Rabinovics, D. Somló, J. Szikra. ¶

Il faudrait donc atteindre avant tout que ~~pasxniunex~~ les  
gouvernements des pays de l'Entente ne se contentent pas d'une  
intervention formelle, mais qu'ils ~~diff~~ défendent les  
condemnation /sic!/ à mort ~~pas~~ par ces tribunaux contrerevolutionnai-  
res et qu'ils envoient en Hongrie une commission permanente composée  
des leaders du mouvement ouvrier pour contrôler la justice de sang  
des contrerevolutionnaires hongrois.

En dehors de ces meurtres judiciaires qui ont au moins un  
semblant de légalité des formations d'officiers, appelées aussi  
"troupes de main de force" commettent journellement des meurtres. A  
Kecskemet ces troupes ont pendant une seule nuit enlevé 68 détenus  
de prison et les ont tué et dépouillé; dans cet endroit il a été  
tué dans la durée de quelques jours plus de 300 personnes. Les  
cadavres ont été retrouvés par l'instruction judiciaire seulement dix  
jours après! De même dans tout ~~pays~~ le pays!

Des personnes qui peuvent être inculpées même par un  
de crime, sont comme "suspectes" internées par milliers, &  
c'est-à-dire transportées avec leurs femmes et enfants dans un  
camp de concentration infect à Hajmáskér où elles sont contraintes  
à des travaux forcés sont maltraitées et exposées à une mort de faim.  
de la mort des internées qu'on confisque leur domicile et leurs mobi-  
mobilier.

Tei Il est impossible de dépendre toutes les atrocités des  
contrerevolutionnaires avait commis pendant sa ~~durée~~  
~~durée~~ durée de six mois et qu'il commet encore journellement.  
C'est un griffet à la civilisation européenne, une honte de  
l'humanité.

Si un prompt secours n'arrive des milliers d'innocents  
perdront encore leur vie. C'est dans leur intérêt que nous  
demandons une intervention effective et une agitation intensive  
dans ce but.

Je vous ai caractérisé un peu plus longuement la situation  
pour vous donner des arguments à du peuple hongrois. J'appelle  
à votre générosité et à vos sentiments humanitaires en vous

Les contrerevolutionnaires sont si surs del/le/ter  
MTA Lukács Archivum  
Levélár

✓ tous les meurtres et toutes  
les brutalités que le régime

tent

deplaisent au régime actuel, mais  
qui ne

¶

¶

priant de nouveau de venir au secours de nos camarades malheureux.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux et de mes salutations les plus distinguées.

Vienne, 10 Fevrier 1920.

/Signé/ G.Lukács

Affaires Étrangères. Europe 1918-29.  
Hongrie. Tome 88.E. Justice, dossier  
général, mars 1920 - sept 1929

CHARLES ANDLER À M. MILHAUD / chef de la services  
des oeuvres francais a l'étranger /

Bourg-la-Reine, 18 mars 1920

Mon cher ami,

Ce n'est pas sans trouble que je vous demande de  
vous occuper de l'affaire que vous révèle la lettre  
dactylographiée ci-incluse. C' est un appel à  
l'humanité.

La lettre m'est adressée. Elle est de Georg de  
Lukacs, ancien Ministre soviétiste de la Republique  
hongroise. Lukács est de famille noble.

Il était avant la guerre privat-docents à l'Université  
de Heidelberg. Il songe à moi parceque seul en France,  
j'ai vendu compte en 1912 d'un livre à lui qui est  
un petit chef d'oeuvre. Je connais de lui d'autres  
livres qui sont profonds et charmants.

L'Europe n'a certainement en ancien pays, de Ministre  
de l'Instruction Publique aussi cultivé que le Ministre  
soviétiste de la Republique hongroise durant l'année  
1918-19.

Comment ces homme est devenu soviétiste, étant  
l,aristocrate intellectuel très délicat que je sais

MIL Lukacs  
Levittar

qu'il est? Peut-être en Hongrie, pour renverser la brutale aristocratie magyare et la finance magyare qui a une si grande responsabilité dans la guerre, n'y avait-il pas d'autre méthode.

Pour ma part j'ai une confiance entière en Georg von Lukacs; en l'intégrité de son caractère.

Il a été longtemps en prison lui-même; et je m'étonne, mais je me réjouis de le savoir *delivré*. C'est, je crois, sur des démarches de l'Entente qu'on a pu la tirer du cachot. A présent il demande grâce pour plusieurs de ses camarades, dix membres des soviets gouvernementaux hongrois; douze autres bolchévistes magyars, tous semble-t-il distingués ou moralement d'un haut caractère.

Je ne demande que deux choses:

1/ Que l'Entente intervienne pour demander qu'il soit défendu par les autorités hongroises aux tribunaux militaires de prononcer des condamnations à mort.

Il s'agit d'hommes qui ont presque tous été pris les armes à la main. S'ils ont *tué* c'est dans la bataille.

Si on les punit de travaux forcés ou de prison, une amnésie ultérieure peut intervenir.

Combien les républicains nos pères, ceux-là même qui n'étaient pas communards, auraient été heureux si on avait pu ne pas *fusiller* Flourans?

2/ Lukács demande qu'une commission internationale

de leaders ouvriers se rende en Hongrie pour faire une  
enquête.

C'est une idée qui n'a rien de subversif. Je penserais la signaler à quelques organisations ouvrières, si toute fois vous me dites que le Président du Conseil n'y voit pas d'inconvenient.

Je vois toute la gravité de ce que je vous demande.

Je sais que parmi les sovietistes, pour lesquels Lukács nous implores il doit y en avoir qui ont travaillé avec Bela Kühn à chercher l'alliance avec les bolchéviki de Russie. Ils ont du chercher à écraser nos alliés roumains. Tout ceci est à vérifier. Il n'en est pas moins vrai qu'ils sont prisonniers; et il est intolérable qu'on fusille des prisonniers même dans la guerre civile.

Tenons compte aussi de la médiocre qualite, de la brutalité forcenée du régime de l'amiral Horthy. Si Lukács nous décrit les atrocités de Kecskemet et celles du camp de concentration de Hajmáskér, c'est qu'elles doivent s'être

N'avons nous pas le moyen d'intervenir? La Commission interalliée dans laquelle il doit y avoir un Haut Commisionaire français, et sans doute un général / le général Graiani si je ne me trompes, ne peut-elle pas faire une démarche?

Je suis trop malade pour aller vous voir moi-même. J'ai échappé, un peu juste a une broncho-pueunmonie. Je suis cloitre depuis plus de trois semaines. Je ne peux sortir que de rares minutes par bea. temps.

Voulez-vous vous charger de alle importante demarche aupres de M. Milerand? Voulez-vous me rappeler a lui, lui

M. Lukács  
Levélár



dire mon dévouement et ma sympathie pour l'oeuvre immense  
a laquelle il s'est cloué d'un si grand courage?

Et croire moi, cher ami, a tout ma fidèle affectation.

/signé/ Ch. Andler

P.S. - Pouvez-vous me renvoyer la lettre de Lukács, apres  
en avoir pris copie, si vous en avez besoin.

Dites-moi lieu si M. Millerand verrait de, mauvais  
oeil que l'ou fit un peu d'agitation dans les journaux  
la- dessus? Cette agitation aurais pour *but* de l'aider  
dans ses demarches, non pas le contrecarrer.

/Litván György olvasata/

Tisztelet Uram,

Engedje meg, hogy emlékeztetőbe idézzem azt a jóindulatú kritikát, amelyet Ön írt „Die Seele und die Formen” című könyvéből, amelyben annak a kívánságának is kifejezést adott, hogy írjak egy hasonló könyvet a regényről is. Itt küldöm Önnek, ha nem is az erről szóló kifejezett könyvet, de mindenesetre egy átfogóbb munka első részét. Kérem, kedves Uram, fogadja ezt is ugyanolyan jóindulattal, mint első könyvémet.

Szeretném egyszermind arra kérni, segítsen megmenteni azoknak a szerencsétlen elvtársainknak az életét, akik a magyarországi fehérterror hatalmába kerültek. Csupa kiváló emberről van szó, akiket justizmord fenyeget.

A jelenlegi magyarországi helyzetet az alábbi tények jellemzik:

A mostani rezsim törvénytelennek nyilvánította a Tanácskormányt, annak ellenére, hogy ez utóbbi a legcsakélyesebb vérontás nélkül került hatalomra, és hogy hatalmát egyedül gyakorolta az ország egész meg nem szállt területén. Ennek következtében a kormány intézkedéseit, amelyeket saját szíjait, részben az azóta régóta hivatali bürokráciájának kagejei hajtottak végre, közönséges bűncselekményeknek minősítették. Így a nagyipar szocializálását (állami tulajdonba vételét) a mai rezsim „lopásnak” tekintti, a letartóztatást „a személyi szabadság megsértésének”, a szabályos bírói ítélettel kiszabott halálbüntetést pedig „gyilkosságnak”.

A Tanácskormány bukása és a fehérterror kormányzatának hatalomra kerülése után visszamenő hatállyal haditörvénykezést léptettek életbe, ami példa nélkül áll a perrendtartás történetében. Ma a tanácsrendszer idején elkövetett összes állítólagos bűncselekmények elkövetői feletti kivételes törvényszékek ítélkeznek a hadijogi alapján. A kiszabható büntetések törvényszabta felső határait eltörölték, s az ellenforradalmi bíróságok tetszésük szerinti büntetéseket mondhatnak ki. Így például az „osztály elleni izgatás” vétsége tíz évig terjedhet börtönnel büntethető. Valamely felsőbb hatóság utasítására végrehajtott azonos cselekményért a munkásokat és a forradalmárokat a leg súlyosabb büntetéssel sújtják, a régi és a mai rezsim állami hivatalnokait viszont még csak bíróság elé sem állítják.

Ime, két példa a mai rezsim által számtalan esetben elkövetett justizmordra:

Korvin Ottót kötél általi halálra ítélték. Az ítélet indoklása a következőképpen hangzott (a Pester Lloyd 1919. december 21-i számából idézem): „Korvin-Klein Ottó, 25 éves banktisztviselő, bűnös, mint felbujtó, három rendbeli gyilkosságban, mivel mint a Tanácsköztársaság funkcionáriusa, megjelent a bíróság előtt, amelynek ítéletében kellett a kommunizmus törvényében jelenlétével megdöntésére szövetkező ellenforradalmárok ügyében, és jelenlétével befolyásolta az ítéletet, majd az eléfűlték jelenlétében a kivégzés módjaitól Krammer Sándor vádbiztosait vitaikozott, így beavatkozásával és magatartásával a tetteket megerősítette előre megfontolt szándékkal elkövetett bűncselekményeik végrehajtásában.”

Korvin Ottót, a tiszta jellemű és áldozatkész idealistát ilyen ítélet alapján végezték ki.

Dr. László Jenő, 41 éves ügyvéd, bűnös, mint felbujtó három rendbeli gyilkosságban, mivel jelen volt, amikor Hákos Ferenc, a forradalmi törvényszék elnöke megbízta Cserny Józsefet, a terrorista csapatok parancsnokát, hogy elnököljön annak a forradalmi bíróságnak az ülésén, amely utasítást kapott, hogy ítélje halálra az ellenforradalmár Stenczel Jánost és társait, és mivel ő (László) fejbőlintással fejezte ki egyetértését.”

Igy jár el és így ítélkezik minden ügyben az ellenforradalmi törvényszék. Ha pedig néha mégis arra hajlana, hogy megkegyelmezzen valamelyik halálraítéltnak, akkor a fegyveres különítmények erőszakkal állják útját a kegyelem gyakorlásának, és kényszerítik ki az ítélet végrehajtását.

Ez a bíróság foglalkozik a Tanácskormány következő tagjai fölött: dr. Agoston Péter, a budapesti egyetem tanára, külügyminiszter; Bajzáki Ferenc, szakszervezeti tisztviselő; Bokányi Dezső, a Munkásbiztosító Pénztár igazgatója; Doucsák Antal, szakszervezeti tisztviselő; Haubrich József, szakszervezeti tisztviselő; Kalmár Henrik szerkesztő; Kelen József mérnök, neves elektrotechnikus; Nyisztor György, szakszervezeti tisztviselő; dr. Szabados Sándor ügyvéd; Vántus Károly szíves.

A Kormányzótanácsnak ezt a tíz tagját 200 gyilkossággal vádolják, mivel a Magyar Tanácsköztársaság fennállásának négy — fél hónapja alatt — a hivatalos ellenforradalmi adatok szerint — összesen 200 ember halt erőszakos halált; egy részüket a bíróságok ítélték el az akkor érvényben levő jogszabályok alapján, másik részük pedig ellenforradalmárként, fegyverrel a kézben, harcban esett el.

Tekintetbe véve az ellenforradalmi bíróságok eddigi gyakorlatát, nem lehet kétséges, hogy a népbiztosokat — noha személy szerint becstelenségek cselekmények elkövetésének még a gyanúja sem férhet egyikükhöz sem — halálra fogják ítélni.

Ugyanebben a perben ítélkeznek majd a következő elvtársak felett is:

Biermann István, Bogár Ignác, dr. Czöbel Ernő volt bécsi követ, dr. Fáber Oszkár gimnáziumi tanár, Hevesi Ákos, Horovitz Jenő, a Rókkantügyi Hivatal vezetője, Jancsik Ferenc, dr. Landler Ernő (Landler Jenő öccse — a ford.), Mausz Rezső, Rabinovics József, Somló Dezső, Szikra Gyula. Őket is halálos ítélet fenyegeti.

Elsősorban azt kellene tehát elérni, hogy az antantországok kormányai ne érzék be formális tiltakozással, hanem védjék meg az ellenforradalmi bíróságok által halálra ítélt embereket, és küldjenek Magyarországra munkásmozgalmi vezetőkből álló állandó bizottságot, amely ellenőrizhetné a magyar ellenforradalmárok vérbörtönkodását.

E justizmordok mellett, amelyek legalább megóvják a törvényesség látszatát, az úgynevezett tisztai különítmények nap mint nap közönséges gyilkosságokat követnek el. Kecskeméten egyetlen éjszaka 68 letartóztatottat hurcoltak el a börtönből, majd megölték és kifosztották őket. E város környékén néhány nap leforgása alatt több mint 300 embert gyilkoltak meg. A hatóságok csak tíz nappal később találtak rá a holttestekre. És ugyanez történik az egész országban!

Azokat a személyeket, akik nem tetszenek a jelenlegi rendszernek, de akiket még látszólagos bűn, noha alapján sem lehet bíróság elé állítani, mint „gyanús elemeket”, ezrelék jelenlétében, azaz feleségekkel és gyermekekkel együtt a Hajmáskér melletti szörnű koncentrációs táborba szállítják, ahol kényszermunkára fogják, bántalmazzák és az éhhalálra teszik ki őket. Az ellenforradalmárok olyannyira biztosra veszik ezeket az embereket a pusztulásukat, hogy már most elköböznek lakásaikat és ingóságait.

Képtelenség leírni mindazokat az atrocitásokat, gyilkosságokat és kegyetlenkedéseket, amelyeket az ellenforradalmi rezsim fennállásának hat hónapja alatt elkövetett, s amelyek ma is, nap mint nap előfordulnak. Ami Magyarországon ma történik, az az európai civilizáció arculcsapása, az emberiség szégyene.

Ha nem érkezik gyors segítség, ártatlan emberek további ezrei fognak elpusztulni. Az ő érdekükben kérünk hatékony közbelépést és ennek előmozdítását szolgáló erőteljes agitációt.

Kissé hosszadalmasan festettem le Önnek a mai helyzetet, de ezt azért tettem, hogy érveket szolgáltatassak Önnek a volt magyar népbiztosok érdekében indítandó agitációhoz. Az Ön nagylelkűségére és humanizmusára apellálok, amikor ismételtelen arra kérem, siessen a mi szerencsétlen elvtársaink segítségére.

Fogadja, kérem, nagyrabecsülésemet és tiszteletteljes üdvözléte-met.

Bécs, 1920. február 10.

LUKÁCS GY.

Kyf-99, 1974/3 16-17 p.

Bourg-la-Reine, 1920. március 18.

Kedves barátom,

nem minden zavar és feszélyezettség nélkül kérem meg arra, foglalkozzék a mellékelt gépelt levélben leírt ügyvel. Az emberiséghez intézett felhívásról van szó.

A levelet hozzám címezték. Írója Lukács György, a Magyar Köztársaság szovjet-kormányának volt minisztere. Lukács nemesi családból származik, a háború előtt a heidelbergi egyetem magántanára volt. Azért gondolt rám, mert Franciaországban én voltam az egyedüli, aki 1912-ben, ismertetést írtam egy könyvről, amely valóságos kis remekmű. Több könyvét is olvastam, azok is mélyek és elbűvöl-

ősek. Nem kétséges, hogy Európa egyetlen országának sincs olyan művelt közoktatási minisztere, mint amilyen a Magyar Köztársaságnak volt 1918–19-ben.

Miként lett ebből az emberből, akit rendkívül finom lelkű, intellektuális arisztokratának ismertem, kommunista? Lehetséges, hogy Magyarországon ez az egyetlen módja a brutális magyar arisztokrácia és a háború kitöréséért is súlyos felelősséget viselő magyar finansztoke megdöntésének.

A magam részéről teljes bizalommal viseltetem Lukács György jelleme és tisztessége iránt.

Ő maga is hosszabb ideig börtönben ült. Meglepetéssel és örömmel tölt el kiszabadulásának híre. Gondolom, az antant közbejárásának révén került szabadlábra. Most kegyelmet kér több elvtársa, a magyar szovjetkormány tíz tagja és tizenkét további magyar bolsvik számára, akik a jelek szerint mind kiváló szellemű vagy jellemű emberek.

Lukács mindössze két dolgot kér:

1. Az antant lépjen közbe és kérje fel a magyar hatóságokat, hogy tilták meg a katonai bíróságoknak halálos ítéletek kimondását.

Ezeket az embereket, akikről itt szó van, csaknem kivétel nélküli fegyverrel a kézben fogták el. Ha ők, akkor harc közben, harcolva ölték.

Ha kényszermunkára vagy börtönre ítélik őket, egy későbbi amnesztia megmentheti őket.

Mennyire örültek volna utólag a mi republikánus apáink, még azok is, akik nem voltak kommünárok, ha Flourens-t annak idején nem lötték volna agyon!

2. Lukács az kéri, hogy egy munkásvezetőkötől álló nemzetközi bizottság menjen Magyarországra és vizsgálja ki a helyzetet.

Ebben a gondolatban én semmi veszedelmeset nem látok, és fel is vetném ezt néhány munkásszervezetnek, ha Ön közli velem, hogy a miniszterelnök nem ellenzi a dolgot.

Tökéletesen tisztában vagyok azzal, hogy milyen nehezen teljesíthető kéréssel fordulok Önökhöz.

Tudom, hogy azok között a kommunisták között, akiknek a megmentéséért Lukács könyörög, nyilván olyanok is vannak, akik Kun Bélával együtt az orosz bolsevikokkal kötendő szövetség megteremtésén dolgoztak, akik szét akarták verni román szövetségeseinket. Mindezt ki kell vizsgálni. De az is kétségtelen, hogy foglyokról van szó, és a foglyok agyonlövése még polgárháborúban is túrheterlen.

Ne feledkezzünk meg Horthy admirális rezsimjének középszerűségéről és eszelős kegyetlenségéről sem. Amit Lukács a kecskeméti atrocitásokról és a hajmáskéri koncentrációs táborban elkövetett kegyetlenkedésekről ír, az egész biztosan igaz.

Úgy gondolom, módunk is van a beavatkozásra. Vagy nem lenne lehetséges, hogy a Szövetségesek ottani bizottsága, amelyben a francia főbiztos és nyilván egy tábornok (ha nem tévedek, Graziani tábornok) is helyet foglal, közbelépjen a magyar kormánynál?

Túlságosan beteg vagyok ahhoz, hogy személyesen keressem fel Önt. Éppen csak hogy kilábaltam egy tüdőgyulladásból. Több mint három hete vagyok szobafogságban, és még csak percekre hagyhatom el a házat, azt is csak szép időben.

Megtenné, hogy Ön fordítsa Millerand úrhoz ezzel a fontos kéréssel? Kérem, emlékeztesse rám, és mondja meg neki, milyen odaadással és rokonszenvvel figyelem azt a hatalmas munkát, amelyet annyi bátorsággal és elszántsággal végez.

Es legyen Ön is meggyőződve, kedves barátom, hűséges ragaszkodásomról.

CH. ANDLER

P. S. — Megkérem, hogy másoltassa le Lukács levelét, amennyiben szüksége van rá, és aztán küldje vissza nekem az eredetét.

Közölje velem, legyen szíves, rossz néven venné-e Millerand, ha erről az ügyről egy kis agitációt folytatnánk a lapokban? Ennek az agitációnak éppen az lenne a célja, hogy segítsen neki a közbenjárásban, nem pedig az, hogy megnehezítsük a dolgát.

(A leveleket Litván György fordította)

1974/3

17 p.

KEMKA

Sredet' francis  
Geloven a francis  
Sulak' nintel' nines

Europe 1918-1929.

Justice domie'j's' 199

Köeli: Litvian Göy

Krit'ss 1974/3

16-17p.